

# Mali : le 3<sup>e</sup> producteur africain d'or, tout près de l'ère du pétrole

Mamadou Diarra, ministre des Mines et de l'Eau au Mali, a beaucoup voyagé, ces dernières semaines, pour rencontrer et mobiliser partenaires et investisseurs en faveur du Mali. Et lors de la Conférence internationale sur les mines à Londres, notre correspondant sur place l'a rencontré.

**Propos recueillis par Charles Bambara, Londres**

**Les Afriques : Quelle est l'importance, pour vous, de participer à ce genre de Conférence internationale sur les mines qui se tient à Londres ?**

Mamadou Diarra : Cette conférence est une grande vitrine, mais c'est aussi un espace d'échange. Nous avons profité de notre présence pour faire connaître le secteur minier malien et faire la promotion de notre pays, le Mali, troisième producteur africain d'or. Nous exportons chaque an 50 tonnes d'or, ce qui est un record. Par ailleurs, nous avons un sous-sol très riche, avec des indices avérés dans le domaine de la bauxite, du fer, de l'uranium, du manganèse, et autres minerais.

**LA : Ainsi que le pétrole...**

MD : Nous sommes très avancés dans l'exploration et la recherche pétrolière et gazière, nous avons d'excellents indices, et nous sommes très optimistes. Les premiers forages sont prévus pour juin 2009, et toutes les informations disponibles aujourd'hui, suite aux levées aériennes et sismiques, concluent à la présence de très bons indices pétroliers et gaziers.

**LA : Traditionnellement et historiquement, le pays a toujours eu de nombreux gisements d'or. Aujourd'hui, est-ce que de nouveaux gisements sont encore découverts ?**

MD : Nous avons connus plusieurs étapes. L'or que nous exploitons aujourd'hui est consécutif à des études menées il y a un peu plus d'une dizaine d'années. Nous essayons de relancer les travaux pour découvrir de nouveaux gisements. Mais nos réserves connues aujourd'hui sont d'environ 400 tonnes, ce qui est un chiffre extraordinaire. C'est vrai que certaines mines sont en fin de chantier, mais d'autres mines vont voir le jour en 2009 et 2010. Et nous essayons d'améliorer certaines infrastructures, pour faire des exploitations en profondeur, parce que la plupart des

exploitations sont pour l'instant des exploitations en surface.

**LA : Quelles sont les compagnies qui sont présentes au Mali aujourd'hui dans l'exploitation minière ?**

MD : Essentiellement des compagnies sud-africaines, canadiennes, ainsi que des sociétés qui ont des capitaux américains, voire australiens. Mais le gouvernement malien est présent dans l'actionnariat de ces sociétés. Notre niveau de participation, en général, est de 20%. Nous participons au conseil d'administration, mais c'est l'opérateur qui gère.

**LA : Il y a quelques mois, des Maliens s'étaient levés contre des compagnies minières qui exploitaient sans investir localement... Qu'en dites-vous ?**

MD : (Sourire... puis sérieux) C'est un problème classique. Quand nous sommes en début d'exploitation sur une mine, c'est la bonne ambiance, mais, vers la fin, les gens sont un peu plus préoccupés et soucieux. Mais nous avons anticipé. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour accompagner, assister et donner les bonnes orientations pour que ces sites miniers soient transformés, afin qu'une activité puisse être menée au bénéfice des populations. Au terme des deux premières décennies, nous avons tiré des enseignements, et nous avons pris des initiatives avec la Banque mondiale pour plus de transparence sur la gestion des fonds en provenance des mines.

**LA : Certaines compagnies minières disent qu'elles payent beaucoup d'impôts et que c'est l'Etat qui n'investit pas sur place, dans les villages des sites miniers ?**

MD : (Sourire...) C'est un éternel débat. Les compagnies minières diront toujours que nous les taxons beaucoup, alors que les parlementaires diront que nous ne les taxons pas suffisamment. Je pense qu'il faut un juste équilibre. Nous avons créé des conditions incitatives pour attirer ces investisseurs dans notre pays, mais, à un

moment donné, il faut s'asseoir à la table et inviter ces entreprises à s'impliquer davantage dans la vie économique et sociale de notre pays.

**LA : Il y a encore quelques semaines, les prix des matières premières sur les places financières étaient très élevés. Est-ce que le Mali en a tiré profit ?**

MD : Incontestablement notre pays a tiré profit de la remontée des cours de l'or. Nous sommes actionnaires dans toutes

Les premiers forages sont prévus pour juin 2009 et toutes les informations disponibles aujourd'hui concluent à la présence de très bons indices pétroliers et gaziers.

les sociétés minières du pays à hauteur de 20%, et avec les résultats en hausse des sociétés minières, c'est vrai que notre pays va en profiter. Mais nous subissons parfois quelques chocs, comme dans le domaine du coton.

**LA : Les textes régissant et régulant l'installation des compagnies étrangères au Mali sont-ils suffisamment attractifs ?**

MD : Le code le plus ancien date de 1999, il concerne le code minier. Nous avons élaboré une loi pour le domaine pétrolier et gazier qui date de 2004, et force est de constater que le monde bouge et que les réglementations doivent s'adapter. Nous avons déjà des chantiers de relecture qui s'inspirent des enseignements passés, mais cela se fait dans un cadre concerté. Loin de nous l'idée de démotiver les investisseurs, mais il faut prendre en compte l'intérêt des générations futures du Mali.

**LA : Peut-on dire que dans dix ans le Mali sera un pays pétrolier ?**

MD : *Inch Allah !!!*

## L'union fait la Bourse



Adama Wade, Casablanca

La Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan tourne à son rythme. Sans éclat, certes, mais elle tourne. Quand ce n'est pas Ecobank, c'est Sonatel qui tient le *lead*. Ou la Société africaine de plantation d'hévéa. Les règles sont claires, y compris pour les non-initiés. Première expérience mondiale de bourse transfrontalière, elle fêtera bientôt dix ans de fonctionnement régulier, sans vagues, dans sa tour d'ivoire. Le caractère démocratique dédié à toute Bourse se perd ici dans la Lagune Ebrié. Car la BRVM n'attire pour le moment pas les petits porteurs, et encore moins les petites entreprises. Si bien que la fonction d'animation de l'économie lui est largement contestée par certains Etats membres. Le Sénégal ne cache pas sa volonté de lancer une Bourse des valeurs mobilières. D'autres pays mijotent l'idée en silence. Une dynamique de scission qui n'est pas sans inquiéter les milieux financiers. Ces intervenants trouvent déjà insuffisants les 150 à 300 millions de FCFA traités quotidiennement dans le compartiment actions à Abidjan. Qu'arriverait-il si certains pays privilégiaient une démarche nationaliste ? Cela risquerait de réduire encore plus la visibilité de la zone UEMOA à l'heure où l'Afrique de l'Est peine à fusionner ses Bourses en une seule, où la volontariste Afrique du Sud planche sur un compartiment dédié aux valeurs africaines, et où la Bourse des *Commodities* du petit Botswana tronque son appellation compliquée contre le simple nom de « Bourse Africa ». Les ambitions portées par cette nouvelle dénomination sont évidentes. Avec une Bourse à Abidjan et une autre à Dakar, l'on se retrouverait presque dans une rivalité de même facture que celle qui oppose les Bourses de Douala et de Libreville. Dans l'un et l'autre cas, l'Afrique francophone rate de belles occasions de valoriser ses économies.

## Les chiffres de la semaine

**8000 roupies** (environ 270 dollars). C'est la hausse minimale de salaire réclamée par une centrale syndicale mauricienne, CSG-Solidarité.

**196 millions d'abonnés GSM** dans le monde arabe au 30 juin 2008.

**4,7 millions d'euros**. Salaire moyen annuel des patrons des entreprises du CAC 40. C'est environ 275 années du SMIC français.

**100 millions de FCFA**. Montant du financement arrêté pour l'ensemble des partis politiques au Togo.

**141 policiers**. Remis par le gouvernement ougandais aux autorités de la RDC ; ces hommes en uniforme avaient fui le combat.

**5,8 millions de Marocains** auront plus de 60 ans en 2030. Ils n'étaient que 2,4 millions en 1960.

**40**. Le nombre d'accords signés entre l'Iran et l'Algérie, qui se partagent aussi trois commissions économiques. Le volume du commerce bilatéral a atteint 45 millions de dollars au cours des huit premiers mois de cette année.

**533 000 emplois** perdus aux USA durant le mois dernier. C'est la plus importante perte depuis 34 ans.

**100 missiles** vendus au Pakistan par le Brésil. La chambre du commerce extérieur du pays de Lula Da Silva a approuvé la transaction.

**26 milliards d'euros** pour relancer l'économie française selon le plan Sarkozy. L'objectif de hausse de 0,6 point de PIB en 2009 en dépendrait.

**4000 postes supprimés** dans le secteur financier à Londres, la semaine dernière. Information du journal *London Paper*.

## Valeurs africaines



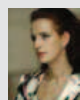
**Congo : Ange Edouard Pougui en embuscade pour les présidentielles**

Les grands électeurs du principal parti de l'opposition congolaise, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), ont désigné Ange Edouard Pougui, par un vote, pour représenter le parti à l'élection présidentielle congolaise prévue pour juillet prochain, a-t-on appris mardi auprès de ce parti. M. Pougui, 66 ans, qui a obtenu 85,90% des voix, s'est dit « en mesure de jouer ce rôle de porte-drapeau de notre parti ».



**Ouganda : Nsaba Buturo en croisade contre la corruption**

Nsaba Buturo, secrétaire d'Etat à l'Éthique et à l'Intégrité, a confié aux journalistes que le projet de loi qui légalise la confiscation des propriétés acquises illégalement par les officiels publics sera débattu lors de la réouverture du parlement l'année prochaine. Une première dans ce pays.



**La princesse Lalla Salma du Maroc à l'honneur**

S.A.R. la princesse Lalla Salma du Maroc a reçu le prix de la 15<sup>e</sup> conférence internationale sur le Sida tenue à Dakar. Ce prix a été remis à S.A.R., présidente de l'Association Lalla Sama de lutte contre le sida, par

le président de la conférence, le Pr Souleymane Mboup, à l'ouverture des travaux.



**Alexandre Ntchama Yala arrêté en Gambie**

Alexandre Ntchama Yala, le cerveau présumé de l'attaque à l'arme lourde contre la résidence du président bissau-guinéen Joao Bernardo « Nino » Vieira, le 23 novembre dernier, a été arrêté en Gambie par les autorités policières du pays. La procédure d'extradition est en cours au moment où nous mettons sous presse.

**Côte d'Ivoire : Pascal Affi N'Guessan à l'index**



Les Forces nouvelles (FN, ex-rébellion ivoirienne) ont dénoncé mercredi « un grand plan de déstabilisation » visant à assassiner le Premier ministre Guillaume Soro et empêcher l'application de l'accord politique de Ouagadougou. Les FN accusent ouvertement le président du Front populaire ivoirien (FPI, au pouvoir), Pascal Affi N'Guessan.

**Hissène Habré porte plainte contre le Sénégal**



L'ancien chef de l'Etat tchadien, Hissène Habré, a porté plainte contre le Sénégal, où il s'est réfugié depuis 17 ans, devant la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dénonçant la volonté des autorités sénégalaises de mettre en place un dispositif exceptionnel devant le mener « au peloton d'exécution ».